

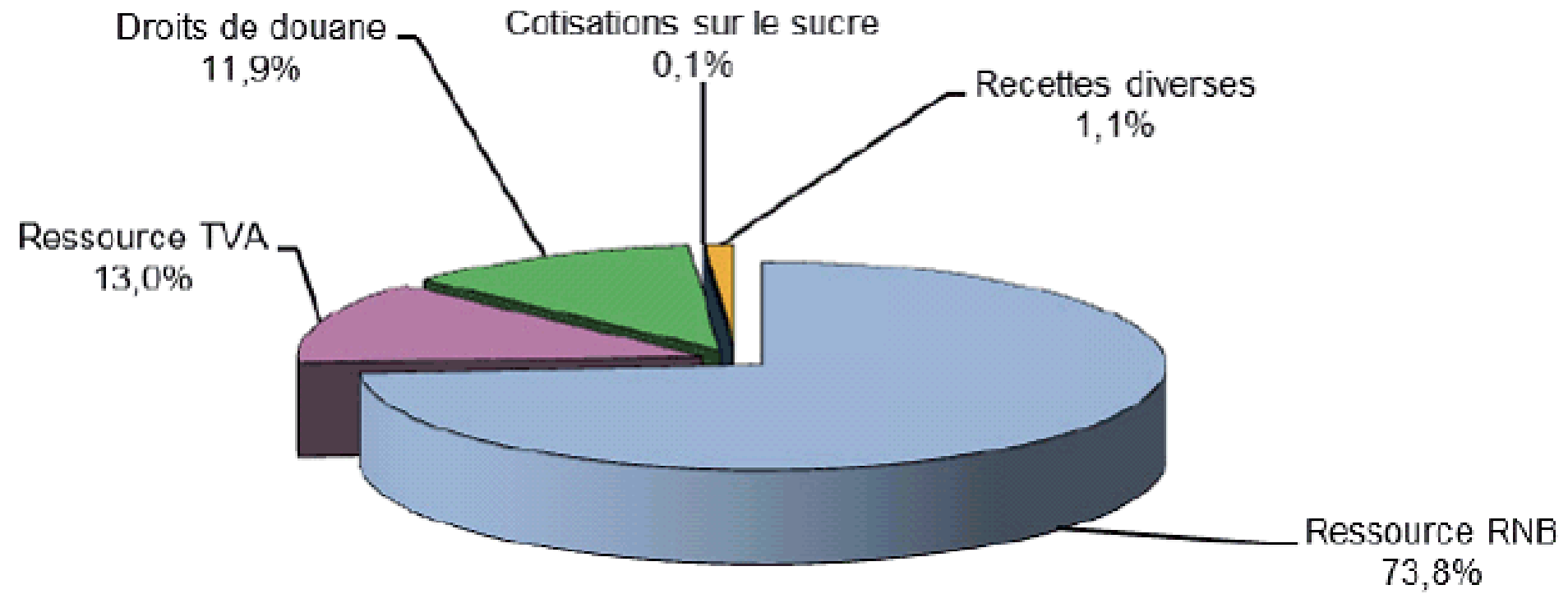


L'avenir des finances de l'UE

- Les décodeurs du mardi
- Mardi 19 février 2019 – Maison des Sociétés Savantes
- Alain MALEGARIE, administrateur Maison des Européens de Lyon

Un Budget très modeste

- ▶ 1% du RNB combiné de tous les Etats membres = 1.087 milliards € sur 7 ans
 - ▶ **Sur 100 € gagnés**, un citoyen européen reverse en moyenne 50€ en impôts et cotisations sociales; dont **1€ sert à financer le budget de l'UE**
- ▶ Mais qui fait le maximum
 - ▶ Pour **450€ par an en moyenne**, chaque Européen finance un budget qui traite e questions majeures dépassant le cadre trop petit des Etats:
 - ▶ Climat et énergie
 - ▶ Migrations
 - ▶ Protection des consommateurs
 - ▶ Mondialisation
 - ▶ Emploi
 - ▶ Marché unique



- ▶ Ce budget européen irrigue les aides et soutiens aux :
 - ▶ Citoyens
 - ▶ Territoires
 - ▶ Collectivités
 - ▶ Entreprises
 - ▶ Associations
- ▶ C'est un budget d'investissement
 - ▶ Soit 155 milliards € par an
 - ▶ **94% pour l'investissement**
 - ▶ 6% seulement pour le fonctionnement (50.000 fonctionnaires en tout)

L'UE finance en France un projet toutes les 3 minutes

Le cadre financier pluriannuel

- ▶ Le budget européen s'inscrit dans un cadre financier pluriannuel, depuis 1988 et la Commission Jacques Delors
- ▶ Ce CFP est voté pour 7 ans:
- ▶ Il est préparé par la Commission européenne, amendé par les Etats membres lors des sommets européens, et co-voté par le Parlement européen et le Conseil de l'UE
- ▶ Il est le cadre de tous les financements des programmes européens et imprègne donc fortement les politiques européennes
- ▶ C'est un budget sincère, qui ne tolère aucun déficit : 1 euro de dépense pour 1 euro de recette, pas plus, pas moins

Domaines financés par le budget de l'UE (2014-2020)

Cadre financier pluriannuel 2014-2020

Cohésion économique, sociale et territoriale

371,4 Mrd EUR

-  Recherche et innovation
-  Technologies de l'information et des communications
-  Petites et moyennes entreprises
-  Économie à faible intensité de carbone
-  Changement et risques climatiques
-  Protection de l'environnement et utilisation efficace des ressources
-  Transports et énergie
-  Emploi
-  Inclusion sociale
-  Formation professionnelle
-  Autres



Croissance durable: ressources naturelles

420 Mrd EUR

-  Agriculture
-  Développement rural
-  Pêche
-  Environnement et autres

Compétitivité pour la croissance et l'emploi

142,1 Mrd EUR

-  Éducation
-  Énergie
-  Industrie et petites et moyennes entreprises
-  Réseaux et technologies
-  Recherche et innovation
-  Transports
-  Autres








Administration

69,6 Mrd EUR



L'Europe dans le monde






66,3 Mrd EUR

-  Développement et coopération internationale
-  Aide humanitaire
-  Voisinage et élargissement
-  Instruments de politique étrangère
-  Autres



Sécurité et citoyenneté

17,7 Mrd EUR

-  Migration et affaires intérieures
-  Santé et sécurité alimentaire
-  Culture
-  Justice
-  Autres



Remarque: engagements; ajustés pour 2018.

Source: Commission européenne.

Que finance-t-il précisément ? (1)

- 480 milliards € pour la politique de cohésion
 - 1 million d'entreprises
 - 420.000 nouveaux emplois
 - 5 millions d'Européens ont bénéficié de formations
 - 15 millions de ménages supplémentaires ont eu accès à internet haut débit
- 500 milliards € pour le plan Juncker
- 74 milliards € pour le programme Horizon 2020
- 30 milliards € pour le MIE, ou mécanisme pour l'interconnexion en Europe

Que finance-t-il précisément ? (2)

- 400 milliards € pour la Politique Agricole Commune
- 17 milliards € pour la crise des réfugiés
- 14,7 milliards € pour le programme Erasmus+
- 8 milliards pour l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes
- 8 milliards pour l'aide humanitaire
- Etc ...

Sur la base du principe de subsidiarité

- **« L'Union ne doit agir que si son action est plus efficace que celle qui pourrait être menée au niveau national, régional ou local »**
- L'action de l'UE doit venir s'ajouter aux efforts nationaux ou régionaux, ou les compléter,
- Mais elle ne doit pas (ne devrait pas) combler les lacunes liées aux insuffisances des politiques nationales
- C'est une valeur ajoutée lorsque l'action au niveau européen va plus loin que ne pourraient le faire les efforts nationaux
- C'est aussi une valeur ajoutée en matière de défense des valeurs européennes communes, comme la démocratie, la liberté, l'Etat de droit, les droits fondamentaux, l'égalité, la solidarité, le développement durable et la paix

Un exemple concret : la PAC

- 70% de terres agricoles de l'UE font l'objet de mesures de verdissement
- 25% de la surface agricole européenne est couverte par des contrats de gestion garantissant l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement
- Plus de 200.000 entreprises rurales ont été créées
- 145.000 jeunes agriculteurs ont reçu une aide à la création d'entreprise
- Plus de 25.000 projets d'infrastructures environnementales ont bénéficié d'un financement (création de réseaux d'assainissement ; amélioration de la gestion de l'eau dans des zones éloignées et rurales)
- 2.400 GAL (groupes d'action locale) ont reçu une aide LEADER

Diverses actions sur le territoire métropolitain (1)

- ▶ Programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e)
 - ▶ Montant : 6 millions € par an
 - ▶ Des appels à projets pour tous les acteurs de l'insertion et de l'emploi
 - ▶ Autour de 5 thématiques : Accompagnement socio-professionnel dans les parcours d'insertion / Levée des freins à l'employabilité / Mise en situation professionnelle / Développement de la relation avec les employeurs / Animation des programmes d'insertion

Diverses actions sur le territoire métropolitain (2)

- ▶ Plateforme Eco-rénov'
 - ▶ conseil aux co-propriétés dans le cadre des travaux de rénovation thermique
 - ▶ 1,2 millions € obtenus sur le programme Elena de la BEI
- ▶ SensMat pour la conservation et l'accueil de la barque gallo-romaine découverte lors des travaux du parking Saint-Georges
 - ▶ Aménagement d'une salle à l'hygrométrie adéquate, dans le Musée Lugdunum
 - ▶ 50.000 € obtenus sur le programme H2020

Le futur Budget de l'Union : 2021-2027 (1)

► Un contexte particulier :

► Le Brexit

- Des recettes en moins

- L'actuel Parlement européen a préféré laisser à la prochaine mandature le vote du prochain cadre financier pluriannuel

- Consensus plus difficile avec un Parlement où le nombre de députés eurosceptiques augmenterait ?

Le futur Budget de l'Union : 2021-2027

(2)

- ▶ Toutefois, **certaines options** ont déjà été proposées par les Chefs d'Etat et de gouvernement :
 - ▶ Doublement d'Erasmus+ : de 14,7 Mds € à 30 Mds
 - ▶ Création du FSE+ par regroupement de tous les programmes sociaux et augmentation de ce fonds structurel
 - ▶ Baisse de la PAC, du FEDER, du FEADER et du FEAMP
 - ▶ Nécessité de financer de nouvelles dépenses : la sécurité / la lutte contre le terrorisme / la lutte contre les cybermenaces / la gestion migratoire / la lutte contre le réchauffement climatique / defense européenne

Des principes de réforme adoptés (1)

- Valeur ajoutée
 - Les financements doivent se concentrer sur les domaines où la valeur ajoutée est la plus forte
- Obligation de rendre compte
 - Le recours à des instruments supplémentaires hors budget devra se limiter au minimum, car ils sont hors contrôle démocratique et non transparent
- Plus de souplesse dans un cadre simplifié
 - Nécessité d'une plus grande flexibilité pour faire face aux éventuelles crises et événements imprévus

Des principes de réforme adoptés (2)

- Des règles simplifiées
 - Diminution de la bureaucratie
 - Volonté de tendre vers un corpus unique de règles
- La mise en place d'un lien avec le respect de l'Etat de droit
 - Projet législatif voté le 13 décembre 2018
 - « les gouvernements qui entravent la justice, tolèrent la fraude et la corruption, risquent de se voir retirer des financements européens »

De nouvelles ressources propres ?

Des pistes :

- Réforme de la ressource basée sur la TVA ? Ou sa suppression
- Suppression de tous les rabais
- Mise en place de taxes énergétiques ou environnementales
- Mise en place d'une taxe sur les transactions financières
- Mise en place d'une taxe sur les GAFA
- Produit des enchères du système d'échange de quotas d'émission / primes sur les émissions de véhicules / frais acquittés par les personnes franchissant une frontière de l'UE dans le cadre du futur système européen d'autorisation et d'information concernant les voyages

La proposition de la Commission européenne

LE NOUVEAU CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2021-2027
UN BUDGET POUR UNE UNION QUI PROTÈGE, QUI DONNE LES MOYENS D'AGIR ET QUI DÉFEND
 En milliards d'euros, prix courants

